

Réseau des Territorialistes - Feuilleton du Printemps - Les communs à l'épreuve de la métropolisation : fuites et résistances, municipalisme et biorégion

Propos introductif

Le mouvement des Gilets jaunes secoue la France depuis plusieurs mois ; il s'est imposé dans les repas de famille, il alimente hebdomadairement les médias, il structure les débats politiques... Si la durée, le nombre de participants et la diversité sociologique du mouvement expliquent son engouement médiatique et politique, un effet de surprise semble aussi y avoir contribué. L'apparition soudaine du mouvement dans les échanges et le quotidien décrit un souffle démocratique nouveau de socialisation et politisation de certaines populations marginalisées territorialement, exclues socialement... Mais n'y avait-il vraiment pas de signes - auprès de ces populations et, plus largement, dans les territoires qu'elles habitent - de résistance aux projets politiques, de lutte sociale, d'initiatives habitantes, de mobilisations citoyennes... ? Et, si ces signes avaient été masqués par les politiques de métropolisation (qui concentrent les attentions, les populations et les actions vers les métropoles) et nos conceptions urbaines du politique et de la citoyenneté ?

Perspective territorialiste sur la refondation des communs

Depuis 2016, le réseau français des Territorialistes cherche à renseigner les expériences pratiques et la créativité sociale des habitants qui fondent une alternative à l'évolution métropolitaine. Les premières journées du réseau ont notamment donné à voir la diversité thématique et le foisonnement des communs territoriaux qui sont d'initiatives habitantes : éco-lieux, fermes sociales, monnaies locales, auto-construction, circuits courts... Par un décentrement dans une communauté existentielle dans la campagne iséroise, [l'école d'été](#) a permis de souligner la diversité des formes d'engagement (ordinaire, quotidien, pratique...) qui peuplent ces communs, et des savoirs nécessaires (vernaculaires, sociaux, expérientiels, collaboratifs...). De même, récemment, [une enquête](#) a été menée auprès d'habitants d'une vallée des Cévennes qui attire une population en quête d'un affranchissement aux institutions et relations sociales de l'urbain. Des dynamiques habitantes semblent donc peupler les espaces et les territoires extérieurs aux métropoles.

La métropolisation : concentration et structuration des pouvoirs économiques et décisionnels

Pourtant, les métropoles s'imposent comme les seules échelles d'aménagement du territoire, voire ses nouveaux acteurs. Nombre de grandes institutions urbaines empruntent dorénavant à la terminologie métropolitaine pour afficher et distinguer leurs rangs et leurs pouvoirs. Certaines se sont même vues décerner récemment des labels par plusieurs Etats, comme les *Città metropolitana* en Italie et, plus proche de nous, les Métropoles en France ; ainsi, depuis 2014, vingt-deux « grandes » villes françaises sont qualifiées de Métropoles.

Or, nombre de ces villes relèvent déjà d'un fonctionnement métropolitain depuis plusieurs années, voire décennies. Que l'on observe les mutations économiques d'ores et déjà intervenues, par exemple de concentration des firmes et des fonctions de commandement¹, ou encore les stratégies non moins anciennes d'attractivité territoriale (des élites internationales aux « créateurs », des classes dirigeantes aux « classes » créatives), les métropoles nouvellement estampillées Métropoles sont déjà largement des espaces métropolisés. Et même lorsque l'on prend la définition strictement morphologique, proposée de manière toujours assez fruste par l'urbanisme², les grandes villes définissent déjà une aire métropolitaine, notamment par les pratiques (cf. extensions périurbaines et leurs mobilités domicile-travail).

Ainsi, par-delà les colifichets et le marketing qui en est dérivé, par-delà les nouveaux périmètres institutionnels et leurs prérogatives d'intervention, la métropolisation remonte globalement au début des années 1980 et à la dérégulation des pouvoirs nationaux engagée par la contre-réforme néolibérale d'abord depuis les mondes anglo-saxons. Elle incarne un nouvel ordre économique relocalisé dans les villes-mondes et, progressivement, décliné dans des capitales régionales. Preuve de cette ancienneté, les politiques urbaines y suivent la même pente depuis plusieurs années, à Paris et Lyon, à Lille et Strasbourg, à Bordeaux et Grenoble, à Toulouse et Montpellier... à l'aune de cas étrangers très souvent célébrés (Barcelone, Londres, Rotterdam...). Les réformes territoriales ne font globalement qu'entériner institutionnellement des processus déjà largement à l'œuvre.

Peut-on encore “habiter” en ville ?

Sans surprise, ceci a déjà eu quelques effets remarquables, au premier chef sociaux, qu'il s'agisse d'un peuplement différencié de l'urbain (avec quelques ségrégations non moins remarquables) ou encore des conséquences écologiques des densités recherchées (avec pour exemple les fournaies urbaines croissantes) ainsi que des modes de vie associés (avec ici la conformation aux consommations attendues). Or, si une littérature de plus en plus abondante analyse de tels effets, sous l'angle de leurs processus économiques ou politiques, lorsque nous tentons de saisir ces mécanismes pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire la totalité de l'ère (l'aire) de la condition urbaine mondialisée, des questions globales demeurent en suspens. Parmi celles-ci, l'une persiste comme impensée, parce qu'impensable pour nos représentations collectives : la ville, la grande, devenue progressivement métropole ces quarante dernières années, permet-elle encore un *habiter* en commun, en référence au passé radieux encore souvent vanté par les tenants des effets d'agglomération ? A l'heure de la métropolisation accélérée de nos existences, est-elle encore un milieu propice tant de la diversité que de l'urbanité, de l'hospitalité que de la dignité... et ainsi tant de nos puissances subjectives que de la fameuse émancipation collective ?

¹ Halbert L., 2010, *L'avantage métropolitain*, Paris, Presses Universitaires de France, 144 p.

² « Aire urbaine qui étend son rayonnement en réunissant les différents fragments, sociaux ou spatiaux, qui la constituent » (Merlin et Choay, 2015).

Plus que toute œuvre humaine, la ville est directement interpellée, en premier lieu pour ce qu'elle nous donne en héritage comme cadre commun d'existence et de croyance, d'imaginaire et de faire, mais aussi par ce qu'elle produit ce jour de manière rapide et dès lors les orientations contemporaines des politiques urbaines. C'est la raison première de l'effervescence actuelle autour des « communs urbains » qui, selon nous, orientent par trop la question plus ample des [communs territoriaux](#). Des manifestations officielles, particulièrement depuis les champs de l'aménagement, interrogent la portée de certains mots d'ordre tels que le « *vivre ensemble* », la « *cohésion sociale* »³... Des séminaires et autres colloques se multiplient, faisant très souvent place à la multitude démocratique qui s'en réclame⁴.

Le feuilleton du Printemps : donner à voir les alternatives à la métropolisation

Au regard de ces stratégies de métropolisation, de leurs effets sociaux sur l'*habiter* et de leurs impensés politiques, nous vous proposons une perspective territorialiste sur les alternatives à la métropolisation, sous la forme d'un feuilleton en 7 épisodes. Ce feuilleton est réalisé par plusieurs [membres du réseau des Territorialistes](#), particulièrement Guillaume Faburel⁵, avec l'aide de Karl Berthelot, Thibaud Cavallès, Loriane Ferreira, Mathilde Girault, Lucie Lerbet et Fabian Lévêque.

Nous commencerons par décrire plusieurs effets de cette métropolisation sur l'*habiter*, entre homogénéisation des formes urbaines et gouvernement des conduites, ainsi que les résistances qui y éclosent sans toutefois parvenir à transformer les métropoles (épisode 1). Face à ces difficultés à élaborer des alternatives au sein des espaces métropolitains, les résistances se relocalisent en leur extérieur, y puisant des ressources différentes qui modifient les formes d'engagement (épisode 2). Au regard d'expériences territorialistes italiennes et françaises, ces résistances relocalisées produisent des communs (épisode 3), dont l'ancrage territorial permettrait une forme d'organisation politique municipaliste (épisode 4).

Un décentrement du regard serait néanmoins nécessaire pour faire valoir ces résistances individuées comme inscrites dans un registre politique ; il s'agirait de refonder ce qui relève du politique et de s'interroger sur ce qui fait que les individus sont en capacité d'agir (épisode 5). Cette autre conception du politique conduit à remettre en question la prédominance des savoirs institutionnels, techniques et experts, notamment par la reconnaissance d'autres savoirs : vernaculaires, pratiques, militants... (épisode 6). L'entrée en politique de ces savoirs demande de nouvelles manières de les produire, les valoriser et les mettre en débat par d'autres formes de recherche, notamment la recherche-action (épisode 7).

³ Depuis les rencontres nationales de 2014 de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme *Bien commun territorial* jusqu'au séminaire de 2017 du PUCA *Biens communs et territoires*.

⁴ Journée d'étude organisée à Lyon en octobre 2015, organisée par le festival Villes en biens communs du réseau « Le temps des communs » et par l'École Nationale supérieure d'Architecture de Lyon ; Premières journées du Réseau francophone des territorialistes, en mars 2016 à Lyon, par l'Université Lyon 2, l'UMR Triangle et le LabEx Intelligences des Mondes Urbains.

⁵ Nous renvoyons à Faburel, 2018, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Passager clandestin.

Ce texte pose les bases d'une proposition d'une alternative territorialiste qui sera alimentée, prochainement, de travaux d'échanges et d'immersion, de co-production et de diffusion.

Le 6 mai 2019.

Ce feuillet est réalisé par plusieurs membres du réseau des Territorialistes, particulièrement Guillaume Faburel, avec l'aide de Karl Berthelot, Thibaud Cavaillès, Loriane Ferreira, Mathilde Girault, Lucie Lerbet et Fabian Lévêque